



Série spéciale sur la COVID-19

Les notes de la série spéciale sont rédigées par des experts du FMI dans le but d'aider les pays membres à faire face aux conséquences économiques de la COVID-19. Les avis exprimés dans ces notes n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués au Fonds monétaire international, à son conseil d'administration ou à sa direction.

Juillet 2021

Inégalités femmes-hommes et COVID-19 : politiques et institutions pour atténuer la crise

Vincent Tang (FMI), Aroa Santiago (PNUD), Zohra Khan (ONU Femmes), David Amaglobeli (FMI), Esuna Dugarova (PNUD), Katherine Gifford (ONU-Femmes), Laura Gores (FMI), Jiro Honda (FMI), Alexander Klemm (FMI), Carolina Renteria (FMI), Alberto Soler (FMI), Silke Staab (ONU-Femmes), Carolina Osorio-Buitron (FMI), Qianqian Zhang (FMI)

RÉSUMÉ

La crise de la COVID-19 remet en cause des décennies de progrès accomplis en faveur des femmes et des filles en affectant de façon disproportionnée le revenu, l'emploi et les possibilités d'éducation des femmes tout en les sollicitant plus pour dispenser des soins non rémunérés et en favorisant la « pandémie parallèle » constituée par les violences sexuelles et sexistes. Les pays doivent appliquer une budgétisation et des politiques sensibles au genre qui contribueront à atténuer les conséquences à court terme de l'inégalité entre les sexes tout en luttant contre ses facteurs structurels à long terme. S'ils ne le font pas, ils risquent d'en porter longtemps les séquelles et de compromettre les perspectives d'un redressement qui tienne compte de l'égalité des sexes. Cette note examine comment les pays ont relevé ce défi dans le monde entier en s'appuyant sur le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'ONU-Femmes [Outil global de suivi sur les questions de genre et la COVID-19](#). Il met également en avant des recommandations supplémentaires en matière de politiques fiscales et de dépenses pour faire face aux effets de la COVID-19 selon le sexe, en exposant les façons dont une budgétisation sensible au genre peut soutenir la conception stratégique et la mise en œuvre efficace de politiques sensibles à l'égalité des sexes.

I. INTRODUCTION : LA COVID-19 ET SES CONSÉQUENCES SUR LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES

La pandémie met en péril des décennies de progrès en matière d'égalité des sexes. Alors que les disparités entre les sexes se réduisaient depuis des décennies dans les domaines de la santé et de l'éducation, il subsistait des écarts importants avant la pandémie, notamment en matière de participation à la vie active et à l'emploi¹. La crise risque d'effacer les progrès accomplis dans les pays du monde entier.²

- *Les femmes et les filles sont en première ligne de la pandémie et sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté.* Les femmes représentent 70 % du **personnel des services de santé et d'aide sociale** qui intervient dans la lutte contre la pandémie, ce qui les soumet à un risque d'infection plus élevé et suscite des inquiétudes quant à leur santé et leur sécurité.³ La pandémie est sur le point de faire basculer les femmes et les filles dans **l'extrême pauvreté**, en faisant passer le taux de pauvreté de 11,7 % en 2019 à 12,5 % en 2021 (et celui pour les hommes et les garçons de 11,3 % à 12,1 %), et il faudra peut-être attendre 2030 pour retrouver les niveaux d'avant la pandémie⁴.
- *La violence sexiste est en hausse.* Les signalements de **violence domestique** ont considérablement augmenté, car le confinement et l'isolement social exacerbent le danger auquel les femmes sont confrontées dans leur foyer.⁵
- *Les femmes se heurtent à de graves difficultés en matière d'emploi.* Plus encore que les crises économiques précédentes, la crise de la COVID-19 affecte les secteurs de l'économie qui comptent **une part importante d'emplois tenus par des femmes**, comme le commerce de détail, l'hôtellerie, la restauration et l'industrie du vêtement⁶. En raison des inégalités préexistantes entre les sexes, les femmes ont également tendance à occuper des **emplois moins stables**, notamment des emplois à temps partiel, et dans les pays à faible revenu, plus de 80 % des emplois exercés par des femmes se situent dans le secteur informel qui offre moins de sécurité d'emploi, moins de protection sociale et des salaires plus bas. En raison du confinement et de la fermeture des garderies d'enfants, les femmes (qui assumaient déjà la majorité des soins à la personne non rémunérés et des travaux domestiques avant la COVID-19) doivent assumer encore plus de **tâches ménagères et s'occuper des enfants sans être rémunérées**.⁷ En conséquence, dans certains pays, **le taux d'activité des femmes a diminué davantage que celui des hommes** et plus la pandémie se prolonge, plus le risque de

¹ ONU-Femmes (2020a) *Égalité des sexes : le point sur le droit des femmes 25 ans après Beijing*.

² PNUD (2020) ; ONU-Femmes (2020b). *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of Covid-19*.

³ Boniol *et al.* (2019). Le déploiement de la vaccination peut atténuer cette inquiétude. Certains pays ont commencé à vacciner leur population (en donnant souvent la priorité aux agents de santé), bien que la vaccination en soit encore à ses débuts ou n'ait même pas commencé dans de nombreux pays.

⁴ ONU-Femmes, PNUD et le Pardee Center (2020). Estimations et prévisions de l'extrême pauvreté par sexe et par âge à l'aide du modèle « International Futures ». Note technique disponible sur : <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-technical-note-fr.pdf?la=en&vs=2156>.

⁵ Par exemple, le Mexique a enregistré une augmentation de 53 % des appels d'urgence liés à la violence faite aux femmes ; les incidents de violence domestique aux États-Unis ont augmenté de 8,1 % à la suite de l'obligation imposée de rester chez soi (ONU-Femmes, avril 2020). Voir également : <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/9/press-release-focus-on-violence-against-women-at-the-un-general-assembly>; Assemblée générale de l'ONU, A/75/274 ; ONU-Femmes, avril 2020.

⁶ Alon *et al.* (2021) notent le rôle central du télétravail : les écarts entre les sexes liés aux conséquences de la pandémie sur l'emploi s'observent presque exclusivement parmi les travailleurs qui ne peuvent pas travailler à domicile. <https://www.nber.org/papers/w28632>

⁷ De nouvelles données confirment que les femmes et les hommes ont augmenté leur charge de travail non rémunérée en raison des confinements et des fermetures d'écoles et de garderies. Toutefois, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à quitter le marché du travail, peut-être en raison de cette charge de travail accrue. (https://data.unwomen.org/sites/default/files/inline-files/Whose-time-to-care-brief_0.pdf). Une enquête menée par le PNUD en Turquie a révélé que pendant les périodes de confinement dues à la pandémie, les femmes étaient quatre fois plus que les hommes sollicitées pour dispenser des soins non rémunérés et avaient moins de chances de retrouver un emploi rémunéré que les hommes lorsque les restrictions de confinement étaient assouplies (PNUD 2020b).

chômage de longue durée ou de baisse des taux d'activité est élevé, car les femmes qui ont quitté leur emploi risquent de perdre les compétences nécessaires à leur retour sur le marché du travail⁸.

- *Les futures générations voient leurs chances compromises.* Les progrès durement acquis par les jeunes femmes et les filles en matière de niveau d'instruction pourraient être réduits à néant. Selon l'ONG Malala Fund, 20 millions de filles dans les pays en développement risquent de ne jamais retourner en classe après la fermeture des écoles liée à la pandémie.⁹ Les progrès réalisés pour réduire la **fracture numérique qui touche les femmes** pourraient être annulés, rendant plus difficile l'accès et l'utilisation des technologies numériques essentielles à leur travail et à leur éducation¹⁰.

Dans ce contexte, il est impératif d'adopter des politiques et des budgets tenant compte de l'égalité des sexes afin de combler les écarts croissants entre les femmes et les hommes à la suite de la pandémie. Les gouvernements placés dans une situation budgétaire plus difficile ne devraient pas se contenter d'élargir le périmètre budgétaire pour y intégrer ces politiques, mais devraient utiliser stratégiquement une politique budgétaire sensible à l'égalité des sexes pour améliorer l'allocation des ressources existantes de manière plus équitable pour les femmes. Si cette pandémie a mis à nu des défaillances et des lacunes systémiques, elle offre également l'occasion de mieux se relever, en s'attaquant aux inégalités structurelles préexistantes et en transformant les économies pour les amener à plus de durabilité, d'inclusion et de résilience pour surmonter de futurs chocs. Les politiques budgétaires et les régimes fiscaux sont des outils puissants pour effectuer cette transformation sociale, lorsqu'ils sont conçus et mis en œuvre dans une optique d'égalité femmes-hommes. Au fur et à mesure que la pandémie diminue, le recours à une budgétisation sensible au genre pour surveiller les effets sur les inégalités et évaluer les effets des politiques budgétaires sensibles au genre peuvent contribuer à une reprise équitable et durable.

II. POLITIQUES VISANT A REMEDIER AUX CONSEQUENCES DE LA COVID-19 SUR LA PARITE FEMMES-HOMMES

L'ampleur de la riposte budgétaire à la récession économique a été considérable, bien que seule une partie d'entre elle cible spécifiquement les inégalités femmes-hommes. Au 17 mars 2021, le soutien budgétaire direct (dépenses et recettes sacrifiées) s'élevait à 10 000 milliards de dollars, soit 9,2 % du PIB mondial de 2020. Les mesures relatives aux recettes et dépenses représentaient 16,4 % du PIB de 2020 pour les économies avancées, 4,2 % pour les économies de marché émergentes et 1,7 % pour les pays en développement à faible revenu (*Moniteur des finances publiques* d'avril 2021). L'**outil mondial de suivi des effets de la COVID-19 sur parité femmes-hommes du PNUD et d'ONU-Femmes** montre que sur un échantillon de 580 mesures budgétaires, seules 12 % sont définies comme « sensibles à la dimension de genre » dans la mesure où elles apportent un soutien aux secteurs qui emploient majoritairement des femmes¹¹. Sur 1 700 mesures relatives à la protection sociale et au

⁸ Avec la pandémie, les marchés émergents comme le Chili, la Colombie et le Pérou ont connu un déclin beaucoup plus important que celui des économies avancées comme l'Australie, la Corée et les États-Unis. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des femmes a augmenté plus rapidement que celui des hommes en avril 2020, mais l'écart entre les sexes s'est progressivement réduit depuis lors, tout en remontant légèrement cette année. Voir également Alon *et al.* (2020) ; Bekmez et Ozpolat (2016).

⁹ Cela concerne les jeunes filles en âge de poursuivre des études secondaires <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-releases-report-girls-education-covid-19>

¹⁰ Selon les dernières données antérieures à la pandémie, la grande différence tient à l'utilisation de l'internet, l'écart le plus important se situant dans les pays à faible revenu. Les écarts persistants entre les sexes en matière d'accès numérique et d'inclusion technologique peuvent réduire les possibilités d'emploi des femmes, y compris dans les professions qui utilisent le télétravail et permettent une plus grande flexibilité du travail. (Alon *et al.* 2020 ; Papanikolaou et Schmidt 2020 ; Pierri et Timmer 2020)

¹¹ PNUD et ONU-Femmes (2021). **outil mondial de suivi des effets de la COVID-19 sur la parité femmes-hommes – Fiche d'information mondiale.** L'outil contient des données sur 580 mesures budgétaires prises dans 132 pays et territoires en réponse à la pandémie et plus de 1 700 mesures de protection sociale et relatives au marché du travail dans 214 pays et territoires.

marché du travail, 23 % sont sensibles à la dimension de genre, dans la mesure où elles visent la sécurité économique des femmes ou prévoient un soutien aux soins non rémunérés.

Une politique budgétaire bien conçue - à travers de politiques de dépenses et de politiques fiscales - peut jouer un rôle important pour atténuer les effets négatifs de la pandémie sur les femmes. Outre le fait qu'elles apportent des ressources essentielles aux travailleurs en première ligne, les politiques budgétaires peuvent garantir les revenus, soutenir l'emploi, favoriser le bien-être et créer des opportunités. Les politiques fiscales jouent également un rôle important dans la collecte des recettes permettant de financer des dépenses sensibles au genre.

Renforcer les revenus des femmes par la protection sociale

Les congés payés peuvent constituer une aide au revenu pour celles et ceux qui ont besoin de s'absenter de leur travail pour s'occuper de leurs enfants. Les mesures de congé payé ont été déployées de façon plus généralisée dans les *économies avancées*, dans certains cas avec un financement de l'État. Par exemple, en **Italie**, les parents d'enfants de moins de 12 ans ont été autorisés à prendre un congé d'une durée maximale de 30 jours tout en recevant 50 % de leur salaire versé par l'État, et aux **États-Unis** les parents qui s'occupent d'enfants dont l'école est fermée ont pu bénéficier d'un maximum de 12 semaines de congé familial payé, pris en charge par les employeurs. En **Espagne**, le temps de travail a été temporairement réduit de 100 % pour les personnes qui s'occupent de personnes à charge. Le **Canada** a accordé un soutien en argent liquide aux personnes qui ont arrêté de travailler, entre autres raisons, parce qu'elles devaient s'occuper des enfants.

Les transferts d'argent liquide ont été une source vitale de soutien pour les sans-emploi ainsi que pour les travailleurs du secteur informel. Ces mesures ont été particulièrement répandues dans les *pays émergents* et les *pays en développement* où l'assurance sociale est moins généralisée. Par exemple, au **Brésil**, le gouvernement a mis en place un programme de transfert d'argent liquide pour l'aide d'urgence couvrant environ un tiers de la population et offrant deux fois plus de prestations aux ménages dont le chef de famille est une femme. En **Égypte**, le gouvernement a étendu les programmes d'assistance sociale Takaful et Karama prévoyant le transfert d'argent liquide à environ 3,8 millions de ménages, en ciblant principalement les femmes chefs de famille. En **Colombie**, le gouvernement a accordé une subvention extraordinaire à 2,7 millions de ménages qui bénéficient du programme de transfert d'argent liquide dont les mères sont les principales bénéficiaires. De telles mesures sont susceptibles de soutenir les femmes ayant de faibles revenus ou un emploi précaire.

Les mesures fiscales qui ciblent explicitement les pauvres profiteront aux femmes qui ont tendance à être sur-représentées dans les tranches inférieures de revenus. Les mesures qui augmentent la progressivité des systèmes fiscaux contribuent généralement à réduire l'écart de rémunération entre les sexes et peuvent être combinées efficacement avec des politiques structurelles qui garantissent que les femmes ne restent pas confinées dans des emplois à faible rémunération. Un exemple de riposte à la pandémie qui renforce temporairement la progressivité est celui de l'**Inde**, où trois mois de cotisations de retraite ont été pris en charge par le gouvernement pour les entreprises de moins de 100 employés, dont au moins 90 % perçoivent de bas salaires.

À moyen terme, la priorité devrait être d'investir dans des systèmes de protection sociale solides et sensibles à la dimension de genre en augmentant leur couverture et leur pertinence.

L'amélioration de la couverture dans les pays qui ont un vaste secteur informel profiterait davantage aux femmes, car elles sont plus susceptibles que les hommes de travailler dans l'économie informelle. Cela

permettra également de mieux protéger les personnes et les ménages contre les futurs chocs de revenus et les crises. En même temps, il est nécessaire de renforcer la protection des droits de tous les travailleurs, tant dans le secteur formel qu'informel, et de garantir des salaires décents.

Soutenir l'emploi des femmes en période de crise, puis de reprise

Responsabilités familiales

L'augmentation du travail non rémunéré lié à la fermeture des écoles et à l'augmentation des cas de maladie a touché les femmes de manière disproportionnée. Les parents doivent faire des compromis importants entre le travail rémunéré et la garde non rémunérée des enfants, car les frais de garde représentent souvent, dès l'entrée dans la vie active, un coût fixe que seuls des emplois suffisamment bien rémunérés peuvent couvrir¹². Compte tenu de la discrimination persistante entre les hommes et les femmes dans le monde du travail, et notamment des écarts de rémunération considérables entre les sexes, les possibilités d'emploi des femmes sont mises dans la balance et généralement sacrifiées. De nouvelles données suggèrent que, dans tous les pays, un grand nombre de femmes ont quitté le marché du travail pendant la pandémie, tandis que d'autres ont dû faire face à une forte baisse de leurs heures travaillées et de leurs revenus.^{13, 14} L'augmentation des demandes de soins non rémunérés joue probablement un rôle majeur dans cette tendance. Ce n'est pas une coïncidence, par exemple, si en Amérique latine, ce sont les femmes ayant des enfants de moins de six ans qui ont connu la plus forte baisse de leur participation à la vie active. En **Amérique**, les mères d'enfants de moins de cinq ans et les mères célibataires sont laissées pour compte dans la reprise économique.¹⁵

Il convient d'accorder la priorité à l'amélioration de la disponibilité des services de soins à la personne et de leur accessibilité financière, notamment pour les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et d'étendre l'accès au congé parental rémunéré. Les mesures visant à soutenir les infrastructures sociales telles que les services de garde d'enfants et les infrastructures matérielles permettant un accès adéquat à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et aux services numériques sont essentielles pour réduire la charge des soins non rémunérés et soutenir l'emploi des femmes. De plus, en mettant l'accent sur le développement et l'éducation de la petite enfance, les résultats peuvent être améliorés car les compétences cognitives développées tôt dans la vie ont une influence positive dans les étapes ultérieures de l'éducation¹⁶. Il convient d'introduire ou d'étendre les mesures fiscales qui atténuent les coûts élevés de garde d'enfants en instaurant, par exemple, un crédit d'impôt ou une déductibilité fiscale pour la garde d'enfants ou en établissant des mesures de soutien aux structures d'accueil. Parmi les mesures à court terme en réponse à la pandémie, quelques pays ont eu recours à des politiques du marché du travail qui soutiennent le personnel soignant non rémunéré. D'autres ont organisé des services de garde d'enfants d'urgence, notamment pour les travailleurs essentiels, ou ont compensé financièrement les parents pour les fermetures d'écoles et de garderies (« cash for care » - transfert d'argent liquide en échange de soins fournis).

Des modalités de travail souples et l'accès à des congés familiaux rémunérés peuvent aider les parents qui travaillent à mieux conjuguer responsabilités familiales non rémunérées et emploi

¹² Voir, par exemple, FMI (2021): COVID-19 and She-cession: The Employment Penalty of Taking Care of Young Children.

¹³ <https://data.unwomen.org/features/fallout-covid-19-working-moms-are-being-squeezed-out-labour-force>

¹⁴ Observatoire de l'OIT : COVID-19 et le monde du travail, septième édition, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_767028.pdf

¹⁵ <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/05/06/mothers-are-being-left-behind-in-the-economic-recovery-from-covid-19/>

¹⁶ *Moniteur des finances publiques* d'avril 2021.

rémunéré dans l'économie formelle¹⁷. La redistribution des responsabilités ménagères et des services à la personne au sein des ménages, par exemple par le biais d'un congé de paternité obligatoire et non cessible, peut encore davantage alléger la charge des femmes. Conformément à la convention de l'Organisation internationale du travail sur la protection de la maternité, la quasi-totalité des pays de l'OCDE accorde aux mères un congé d'au moins 14 semaines aux alentours de l'accouchement, et la plupart d'entre eux versent des allocations qui couvrent plus de 50 % de leurs revenus antérieurs¹⁸. La possibilité d'un congé parental pour le père et, plus spécifiquement, d'un congé de paternité, varie considérablement d'un pays à l'autre, et tant la durée que les taux de compensation tendent à être inférieurs à ceux du congé de maternité.

Systèmes fiscaux et incitation au travail

La pandémie renforce les caractéristiques structurelles existantes des systèmes fiscaux qui désavantagent les femmes. Une politique fiscale théoriquement neutre du point de vue du genre peut exacerber les inégalités existantes ou désavantager les femmes, soit parce qu'elle affecte négativement des groupes où les femmes sont sur-représentées, soit parce qu'elle ne tient pas compte des inégalités structurelles de longue date entre les sexes. Par exemple, comme les femmes sont plus susceptibles d'assumer le rôle d'aidant et d'effectuer plus de tâches non rémunérées que les hommes, elles ont plus tendance à travailler à temps partiel ou dans le secteur informel, ou à sortir de la population active¹⁹. La politique fiscale devrait être conçue et mise en œuvre pour remédier à ces inégalités et aux externalités négatives correspondantes, car elles se traduisent, pour les femmes par rapport aux hommes, par des taux de salaire (nets) moins élevés et moins de possibilités d'emploi, contribuant ainsi à l'écart de rémunération entre les sexes. S'attaquer à ces écarts porterait ses fruits étant donné l'augmentation disproportionnée du chômage des femmes pendant la pandémie²⁰. Par ailleurs, l'écart entre les sexes en matière de revenu du travail renforce l'inégalité femmes-hommes chez les personnes âgées, l'écart moyen entre les sexes en matière de pension de retraite étant de 25 % dans les pays de l'OCDE²¹.

Les systèmes fiscaux fondés sur la famille découragent le recours aux emplois d'appoint, qui sont généralement occupés par les femmes. Lorsque les impôts sont déterminés au niveau du ménage, les seconds revenus sont soumis à des taux marginaux d'imposition plus élevés que ceux des célibataires présentant les mêmes caractéristiques. De même, les dispositions fiscales au niveau de la famille (telles que les déductions pour conjoint à charge) découragent les conjoints de rejoindre la population active, car leurs avantages sont perdus ou réduits en cas d'emploi rémunéré²².

De nombreux pays présentent également des coins fiscaux très élevés à l'extrémité inférieure du marché du travail²³. Cette situation est souvent due aux cotisations de sécurité sociale plutôt qu'à l'impôt (qui est plus souvent progressif et donc faible pour les bas revenus). Étant donné que les femmes ont tendance à être sur-représentées dans les emplois faiblement rémunérés, notamment lorsqu'elles entrent dans la vie active, les réformes qui réduisent les coins fiscaux élevés à l'extrémité inférieure du

¹⁷ FMI (2018) : Pursuing Women's Economic Empowerment.

¹⁸ Base de données de l'OCDE sur la famille.

¹⁹ Voir Alesina, Ichino et Karabarbounis (2011) pour une explication théorique et Aguiar et Erik Hurst (2007) et Blau et Kahn (2007) pour des preuves empiriques de la corrélation positive entre les travaux domestiques et l'élasticité du travail.

²⁰ Même si cette augmentation est principalement motivée par des raisons non fiscales, telles que la fermeture de structures de garde d'enfants ou le déclin des secteurs à forte proportion d'emplois féminins.

²¹ Voir <https://www.forbes.com/sites/carmenniethammer/2020/07/11/coronavirus-likely-to-widen-gender-gap-in-retirement/?sh=3d0b696b6abe>

²² Les dispositions fiscales au niveau du ménage comprennent les abattements fiscaux, les déductions, les crédits ou les allocations qui sont ciblées en fonction du revenu et du statut de la famille. Les exemples incluent les déductions fiscales pour le conjoint à charge.

²³ Le coin fiscal est défini comme le rapport entre la somme de tous les impôts sur le travail et des cotisations de sécurité sociale (qu'ils soient payés par l'employeur ou par le salarié) et le coût total du travail pour l'employeur (c'est-à-dire les salaires et les impôts et charges sociales payés par l'employeur).

marché du travail inciteraient davantage les femmes et, plus généralement les pauvres, à rejoindre le marché du travail. L'adoption de crédits d'impôt sur les revenus du travail constitue un moyen d'action pour les pays qui ont une forte capacité administrative. Si d'autres obstacles structurels empêchent souvent les femmes d'entrer dans la vie active, la réduction des taux marginaux élevés d'imposition peut favoriser l'emploi des femmes. Dans le contexte de la pandémie, de nombreux pays ont réduit ou reporté sans intérêt le paiement des cotisations de sécurité sociale, soutenant ainsi le segment inférieur du marché du travail et les femmes. Par exemple, le **Chili** a adopté une nouvelle loi sur la protection de l'emploi selon laquelle les employeurs sont tenus de payer des cotisations de sécurité sociale et de retraite si le contrat avec leurs travailleurs est suspendu, en échange de quoi le gouvernement accorde des prestations d'assurance chômage à ces travailleurs.

Soutenir les secteurs à prédominance féminine

Certaines mesures soutiennent des secteurs économiques ou des groupes professionnels dans lesquels les femmes ont une plus forte représentation. Parmi les mesures prises, citons les programmes de travaux publics (par exemple, le programme MGNREGA en **Inde**) et le soutien financier et autre aux entreprises appartenant à des femmes (par exemple, au **Paraguay**, en Afrique du Sud, en **Turquie**). Par exemple, le gouvernement **marocain** a soutenu les coopératives de femmes en matière de logistique, de livraison de produits, de communication et de création de plateformes de commerce électronique, ainsi qu'en facilitant le système de certification permettant aux coopératives de femmes de produire 30 000 masques réutilisables par jour.

Les politiques fiscales soutiennent les femmes en ciblant les secteurs qui sont importants pour leur emploi. Par le biais de reports ou de réduction d'impôt, des ensembles de mesures fiscales ont été principalement adoptés en Afrique subsaharienne et en Asie.²⁴ C'est le cas de la suspension du recouvrement des dettes fiscales et de la perception du minimum forfaitaire pour les secteurs du transport, de l'hôtellerie et de la restauration au **Burkina Faso** où le secteur des activités d'hébergement et de restauration représente 7,8 % de l'emploi des femmes contre 1,7 % de celui des hommes. De même, la **Côte d'Ivoire** a reporté de trois mois le paiement de l'impôt sur le revenu du capital pour les entreprises touristiques et hôtelières, car les activités liées au tourisme (hébergement et restauration) couvrent 10 % de l'emploi féminin mais seulement 1 % de l'emploi masculin.

Les femmes ayant supporté la majeure partie des coûts de la pandémie, ces mesures demeureront essentielles lorsqu'elles chercheront à réintégrer le marché du travail. Sur les 107 ensembles de mesures qui ont reporté ou réduit les impôts, 22 visaient des secteurs où le taux d'emploi des femmes est élevé, soutenant ainsi la sécurité économique des femmes. Ces politiques doivent être maintenues ou étendues en fonction de l'évolution de la pandémie et de la reprise. À l'avenir, les pays pourraient également envisager de modifier les systèmes fiscaux qui augmentent le risque de faillite — par exemple par le biais d'impôts indépendants des revenus, tels que les impôts minimaux ou les impôts sur les biens commerciaux — et qui peuvent nuire de manière disproportionnée aux femmes entrepreneurs, si elles sont plus fortement investies dans des secteurs touchés par la pandémie.

Investir dans un travail décent pour les femmes. Dans l'ère post-COVID-19, l'accent devrait être mis sur l'adoption de mesures efficaces sur le marché du travail qui favorisent la réintégration des femmes dans la population active, notamment par le biais de programmes de formation, d'incitations salariales et

²⁴ Des mesures similaires ont été adoptées au Royaume-Uni et en Norvège, mais elles ne sont pas prises en compte par l'outil global de suivi. <https://voxeu.org/article/covid-19-and-gender-gap-advanced-economies>

du développement de nouvelles compétences qui les prépareront aux nouvelles exigences du marché du travail. En réponse à la baisse de l'emploi des femmes pendant la pandémie, le **Chili** incite les entreprises à permettre le retour des travailleurs dont le contrat a été suspendu et à embaucher de nouvelles personnes en subventionnant les salaires jusqu'à six mois avec des avantages plus élevés pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Pour lutter contre la ségrégation verticale et horizontale sur le marché du travail et combler les écarts de rémunération persistants entre les hommes et les femmes, il faut une approche coordonnée combinant des mesures d'incitation (et de dissuasion des mauvaises pratiques) pour les entreprises, des programmes d'éducation, des programmes d'entrepreneuriat et des investissements publics dans des soins de qualité qui permettent aux personnes ayant des responsabilités familiales de concourir sur le marché du travail sur un pied d'égalité.

Les investissements publics dans l'économie des soins peuvent constituer un levier essentiel de la reprise économique car ils peuvent créer des emplois, développer le capital humain et favoriser le retour des femmes à la vie active. Une simulation récente pour huit pays de l'OCDE montre que les investissements dans des soins de qualité permettraient de créer 40 à 90 % d'emplois de plus que le même niveau d'investissement dans la construction.²⁵ En **Afrique du Sud**, par exemple, rendre les services de garde d'enfants universellement accessibles à tous les enfants de moins de 5 ans, tout en entraînant une augmentation significative des dépenses publiques, pourrait créer 2 à 3 millions de nouveaux emplois et augmenter le taux d'emploi des femmes de 10 points de pourcentage²⁶.

Promouvoir le bien-être et les opportunités

Soutenir ceux qui travaillent en première ligne pendant la pandémie. Il faudra continuer à soutenir les dépenses de santé pour fournir aux travailleurs en première ligne des équipements de protection individuelle et autres fournitures médicales nécessaires. La vaccination reste une priorité pour le personnel médical.

Compenser la perte d'éducation scolaire. Pour éviter que la génération émergente de garçons et de filles ne soit marquée à vie par le manque d'instruction dû aux fermetures d'écoles, il est nécessaire d'augmenter les dépenses publiques en matière d'éducation. Ces dépenses pourraient soutenir l'apprentissage à distance des élèves, encourager la réinscription (en donnant la priorité à ceux qui risquent le plus d'abandonner l'école, notamment les filles) et compenser les pertes d'éducation scolaire. De manière plus générale, les politiques qui visent à offrir l'égalité des chances dès le départ, c'est-à-dire en investissant dans l'éducation, permettent aux femmes d'intégrer le marché du travail sur un pied d'égalité avec les hommes. En général, il existe une corrélation positive entre le niveau d'instruction et la participation des femmes au marché du travail²⁷.

Cibler la fracture numérique entre les sexes. Les personnes les plus adaptables au numérique ont été en mesure de mieux faire face à la crise. L'utilisation des technologies numériques a été essentielle pour la participation démocratique, l'accès aux services publics, aux transferts publics et aux possibilités d'emploi, l'accès à la santé, au financement, au capital social et aux réseaux, et même pour prévenir ou échapper à la violence sexiste. La réduction de la fracture numérique entre les sexes peut donc contribuer au maintien des moyens de subsistance, à la mise en place de filets de sécurité économique et même à sauver des vies.

²⁵ De Henau et Himmelweit (2021).

²⁶ De Henau et Himmelweit (2019). « [Investing in Free Universal Childcare in South Africa, Turkey and Uruguay: A Comparative Analysis of Costs, Short-Term Employment Effects and Fiscal Revenue.](#) »

²⁷ FMI (2015) : Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality

S'attaquer explicitement aux normes sociales liées au genre au moyen de la politique budgétaire.

L'indice des normes sociales du PNUD relatives à la parité femmes-hommes a démontré, par exemple, que 50 % des hommes dans le monde pensent qu'en temps de pénurie et de crise, les hommes devraient être prioritaires pour l'emploi.²⁸ Sans un bouleversement des normes sociales, il ne peut y avoir de changement socioéconomique structurel. Cela peut se faire au moyen d'un large éventail d'outils économiques comportementaux, tels que les congés de paternité obligatoires non cessibles, les incitations fiscales pour les entreprises qui atteignent des objectifs d'égalité entre les sexes, ou la création de clubs de STIM publics pour les femmes, entre autres.

Conclusions

Les dépenses publiques ainsi que les mesures de politique fiscale et les interventions hors budget jouent un rôle primordial dans la construction de sociétés et d'économies plus résilientes et plus inclusives.

À moyen terme, la politique budgétaire sera un moteur important de la reprise économique inclusive qui favorise l'accélération du progrès vers l'égalité des sexes, ce qui, à son tour, peut contribuer à réduire la pauvreté. La nécessité de réformer les régimes fiscaux pendant et après la pandémie est également l'occasion de s'attaquer à certains obstacles structurels qui existent de longue date. Dans le monde d'après la pandémie, il sera particulièrement important de mettre l'accent sur la réduction des disparités entre les sexes car de nombreux pays devront faire face à des difficultés budgétaires et il a été démontré que l'autonomisation économique des femmes génère des dividendes de croissance supplémentaires. Dans l'ère post-COVID-19, l'accent devrait être mis sur l'adoption de mesures favorisant l'intégration des femmes dans la population active, ainsi que la création d'emplois décents et stables.

Une riposte coordonnée entre les politiques fiscales et de dépenses peut accroître l'efficacité de la lutte contre les disparités entre les sexes.

Par exemple, les réductions générales d'impôt visant à stimuler l'offre de main-d'œuvre seront plus efficaces pour les femmes si elles sont associées à d'autres mesures telles que l'accès aux services de garde d'enfants (non seulement en réduisant leur coût, mais aussi en garantissant leur fonctionnement et leur sécurité). Le cadre de financement national intégré (CFNI)²⁹ est un outil disponible pour aider les pays à coordonner leur approche du financement de l'égalité des sexes et des objectifs de développement durable par le biais des politiques fiscales et de dépenses. Les pays devraient également saisir l'occasion d'entreprendre des changements structurels durables, en atténuant l'effet négatif de la pandémie sur la pauvreté à court terme, tout en investissant dans une résilience à l'épreuve des chocs à long terme. La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance de systèmes de protection sociale solides, les pays disposant de ces systèmes ayant été mieux préparés à répondre à la pandémie.

À court terme, les gouvernements doivent chercher à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur des groupes spécifiques, notamment les femmes.

Les politiques doivent viser à étendre l'aide au revenu à ceux qui en ont le plus besoin, à préserver les liens avec l'emploi, à permettre de concilier travail et responsabilités familiales, et à renforcer le soutien aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants. Pour ceux qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée (en particulier les économies ayant une dette élevée ou des besoins bruts de financement considérables), les gouvernements devraient améliorer l'efficacité des dépenses et réaffecter les ressources vers les

²⁸ <http://hdr.undp.org/en/gsni>

²⁹ Pour plus d'informations, consulter le site <https://inff.org/>

personnes les plus touchées par la crise de la COVID-19 avant d'augmenter les dépenses. À moyen terme, pour garantir durablement des allocations de ressources suffisantes pour financer une politique budgétaire sensible au genre, ils devraient également essayer de ménager une marge de manœuvre budgétaire pour les politiques liées au genre, en augmentant les recettes intérieures et en améliorant davantage l'efficacité des dépenses, tout en tenant compte des priorités stratégiques de l'après COVID.

III. UTILISER LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE POUR METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES FAVORISANT L'EGALITE DES SEXES

Les politiques ont beaucoup plus de chances de réussir si elles sont fondées sur des analyses sociales et de genre, si elles sont adaptées aux besoins des femmes et des hommes de groupes différents et si elles sont ciblées dès le départ pour lutter contre les inégalités.

La budgétisation sensible au genre tire parti du puissant outil que constituent les budgets nationaux pour lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes. Elle intègre les considérations de genre dans les politiques et les processus de gestion des finances publiques, ceux-ci étant l'ensemble des lois, règles, systèmes et processus permettant d'allouer des fonds publics, d'effectuer des dépenses publiques, de comptabiliser les transactions et de suivre et contrôler les résultats.³⁰ Les pays se sont engagés à adopter une budgétisation sensible au genre dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) (encadré 1).

Le FMI (2017) recense les principales les

caractéristiques suivantes parmi les institutions promouvant une budgétisation sensible au genre : 1) son cadre législatif et ses lignes directrices (y compris les déclarations budgétaires intégrant la dimension de genre et les instructions sexospécifiques dans les circulaires d'appel budgétaire) ; 2) les évaluations d'impact selon le sexe ; 3) les rapports budgétaires des programmes et activités sexospécifiques, en utilisant un marqueur du genre ; 4) les cadres liés à la performance pour les politiques d'égalité des sexes ; et 5) les systèmes de responsabilité publique, y compris le contrôle parlementaire des politiques de parité et les audits. Les pratiques existantes en matière de budgétisation sensible au genre peuvent être exploitées, mais tous les pays (y compris ceux qui n'ont pas d'expérience formelle en la matière) peuvent utiliser ces outils et ces principes pour renforcer leurs réponses. Si le renforcement de la budgétisation sensible au genre est un investissement continu et à long terme, cette section présente des points d'entrée sur lesquels les pays, quel que soit leur niveau d'expérience, peuvent s'appuyer pour lancer le processus.

A. Évaluation des conséquences de la pandémie selon le genre

Évaluation des besoins spécifiques au genre

Le point de départ consiste à évaluer au mieux les répercussions de la pandémie sur les femmes. Comment se portent les secteurs du pays où les femmes sont prédominantes ? Les femmes sont-elles

Encadré 1 : objectif 5 pour le développement durable : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Cible 5.c : adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux

Indicateur 5.c.1 : proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes

³⁰ La budgétisation sensible au genre a fait l'objet d'un engagement de l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de la cible 5.c.1 des objectifs de développement durable.

d'avantage tributaires de services publics réduits ? Présenter les données en un seul document, tel qu'une « évaluation des besoins sensible au genre », peut aider à cibler le travail. La commission parlementaire britannique sur les femmes et l'égalité ([UK Women and Equality Parliamentary committee](#)) a lancé une enquête sur les répercussions économiques de la COVID-19 selon le sexe en s'appuyant largement sur des appels à témoignage du public. En [Thaïlande](#), le ministère du Développement social et de la Sécurité humaine surveille les cas de violence sexiste depuis le confinement de mars 2020 et des équipes de sensibilisation se sont rendues dans les communautés locales pour étudier les besoins des femmes et des filles.

Données ventilées par sexe et statistiques sexospécifiques

Les évaluations des besoins sexospécifiques doivent exploiter les données disponibles ventilées par sexe. Elles peuvent aider à déterminer les effets disproportionnés de la pandémie ainsi que les politiques d'atténuation et peuvent s'appuyer sur un large éventail de données : statistiques officielles, données administratives, enquêtes spécifiques, études et autres sources non gouvernementales. Le [Canada](#) dispose d'un portail web dédié aux données ventilées par sexe et aux statistiques sexospécifiques relatives à la COVID-19 et souligne que les femmes souffrent d'un taux de mortalité plus élevé malgré un taux d'admission aux soins intensifs plus faible. Au [Honduras](#), les données ventilées par sexe et par âge sont utilisées pour surveiller l'incidence de la violence faite aux femmes dans le cadre de la pandémie de COVID-19. À partir de l'enquête trimestrielle sur le travail du [Royaume-Uni](#), il a été observé que les femmes sont d'un tiers plus susceptibles de travailler dans un secteur touché par le confinement que les hommes, en particulier pour les plus jeunes d'entre elles³¹.

Encadré 2 : Comblent temporairement l'absence de données sur le genre - enquêtes rapides

Lorsque les systèmes statistiques collectent peu de données ventilées par sexe, les pays peuvent déployer des enquêtes rapides afin de constituer un fond statistique de base pour déterminer les besoins et documenter les réponses. Ils peuvent combiner des sources primaires (enquêtes en ligne, entretiens à distance ou en personne, etc.) avec des sources secondaires telles que des plans sectoriels ou des données provenant d'organisations humanitaires et de développement. Les enquêtes rapides d'évaluation du genre ([Rapid Gender Assessment Surveys](#)), mises au point par ONU-Femmes, utilisent des questionnaires pour tenter de saisir la situation familiale et professionnelle des personnes interrogées, la manière dont leurs sources de revenus ont été affectées par la pandémie, leur accès aux biens et services de base, les mécanismes d'adaptation et le soutien monétaire et en nature qu'elles reçoivent du gouvernement. Ces enquêtes ont été utilisées en Afrique ([Ouganda](#), [Nigeria](#)), en Europe orientale ([Albanie](#), [Macédoine du Nord](#)) et en Asie centrale ([Kazakhstan](#)). Les évaluations socioéconomiques d'impact ([Socio-Economic Impact Assessments \(SEIA\)](#)) menées par le PNUD, visent à saisir l'augmentation des disparités entre les sexes engendrée par la crise de la COVID-19, en lien avec les défis préexistants (violence domestique, poids des tâches domestiques, obstacles pour les PME gérées par des femmes). En tout juste un mois, au début de la pandémie, le PNUD a réalisé une évaluation des besoins sensible au genre en [Ukraine](#) à partir d'enquêtes menées par téléphone et en ligne. Le Bureau de statistiques de l'[Ouganda](#) a réalisé une enquête par panel sur la COVID-19, intégrant la violence sexiste.

Il existe encore une grande marge d'amélioration en ce qui concerne la production et l'utilisation de données ventilées par sexe et de statistiques sexospécifiques. Selon une enquête du FMI sur les pratiques de budgétisation sensible au genre dans 91 pays du monde, moins de 30 % des répondants disposent de données ventilées par sexe dans tous, ou presque tous, les secteurs, et même dans les pays où elles sont produites, moins de 40 % d'entre eux les utilisent régulièrement pour étayer la

³¹ Joyce et Xu (2020).

préparation du budget.³² Au **Mexique**, un groupe de travail sur les statistiques a été mis en place pour établir un ensemble minimum d'indicateurs permettant de suivre en temps utile les violences faites aux femmes.

B. Définir une stratégie cohérente et allouer des ressources suffisantes

Documents budgétaires sensibles au genre

En s'appuyant sur les données recueillies, la publication d'un document ciblé peut orienter la réponse politique immédiate du gouvernement. Les déclarations budgétaires sensibles au genre sont un moyen pour les gouvernements de montrer comment ils allouent les ressources publiques afin de poursuivre les objectifs d'égalité de genre. Toutefois, elles ne sont généralement produites qu'une fois par an, avec le budget annuel, et ne sont donc pas nécessairement le meilleur outil pour répondre rapidement à une crise. De nombreux pays ont utilisé des formats alternatifs, tels que des plans de réponse à la COVID-19 ou autres notes stratégiques afin de faire savoir comment les dépenses publiques abordent les inégalités de genre. Le **Canada**, par exemple, a fait part de son engagement visant à prévenir la violence sexiste et à traiter les conséquences économiques de la pandémie sur les femmes, en établissant un lien entre son plan de réponse économique à la COVID-19 et ses objectifs nationaux à plus long terme englobant la dimension de genre.³³

Au-delà de l'année en cours, il est primordial d'allouer des ressources suffisantes aux politiques en faveur de l'égalité femmes-hommes pour transformer les objectifs en mesures concrètes. Au moment où les gouvernements préparent leur budget pour le prochain exercice, l'ancrage des objectifs en faveur de l'égalité femmes-hommes au moyen de déclarations pré-budgétaires et de déclarations budgétaires sensibles au genre peut contribuer à faire en sorte que des ressources suffisantes soient allouées à la réalisation de ces objectifs. De plus, elles apportent de la transparence et elles responsabilisent. La déclaration budgétaire annuelle de l'**Australie** qui intègre la dimension de genre, précise, par exemple, comment le budget contribue à la réalisation des objectifs en faveur de l'égalité femmes-hommes. Parmi les autres pays qui élaborent ces déclarations et qui les publient régulièrement figurent le Bangladesh, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, l'Inde, le Japon, le Maroc et le Rwanda. Les données communiquées sur l'indicateur 5.c.1 des ODD par 69 pays et territoires révèlent qu'en 2018, seuls 32 % des pays produisaient des déclarations budgétaires intégrant la dimension de genre, ce qui prouve la nécessité de poursuivre les efforts pour en accroître la production et leur utilisation de façon cohérente.³⁴

Circulaires d'appel budgétaire

Les ministères des Finances peuvent utiliser leurs circulaires d'appel budgétaire annuelles pour établir des directives particulières sur les objectifs visant à parvenir à l'égalité des sexes.

L'intégration d'instructions spécifiques dans les circulaires budgétaires permet d'ancrer l'égalité femmes-hommes dans le processus de préparation du budget, en veillant à ce que les priorités dans ce domaine soient incluses dans les soumissions budgétaires des ministères dépensiers au niveau sectoriel.³⁵ En

³² L'enquête fait le point sur l'utilisation des outils de budgétisation sensible au genre dans un large échantillon de pays (91 à ce jour) de toutes les régions et de tous les niveaux de revenu entre 2019 et 2020, sur la base du cadre de budgétisation sensible au genre du FMI.

³³ En s'appuyant sur les six objectifs primordiaux de son cadre de résultats en matière d'égalité des sexes, le ministère des Finances du Canada décrit les conséquences de la COVID-19 sur divers groupes et les réponses à apporter conformément aux objectifs prévus dans le cadre de résultats.

³⁴ Rapport 2018 sur l'indicateur des ODD.

³⁵ Idéalement, les circulaires budgétaires précisent les processus, les délais, les fonctions des acteurs et fournissent des modèles et des conseils sur les soumissions budgétaires des ministères, départements et agences pour le budget annuel suivant.

réaction à la pandémie de COVID-19, le projet de budget des **Philippines** met en évidence les politiques et stratégies prioritaires intégrant une perspective de genre dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de la protection sociale. Une circulaire conjointe de la commission des droits de l'homme, du ministère de l'Intérieur et des autorités locales a été publiée pour lutter contre la violence à l'égard des femmes ; elle est accompagnée de directives et recommandations en faveur d'interventions intersectorielles qui tiennent compte de la dimension de genre dans les périodes de crise, de transition et de redressement. Lors de la conception du programme d'investissement 2020, le **ministère islandais des finances** a demandé aux ministères dépensiers d'estimer le nombre d'emplois créés et le taux d'emploi femmes-hommes dans leurs propositions de projet. À moyen terme, il est possible d'améliorer l'utilisation des circulaires budgétaires dans les exercices réguliers de planification budgétaire : selon l'enquête du FMI, environ 40 % des ministères des finances les utilisent pour publier leurs instructions sur une budgétisation sensible au genre.

C. Concevoir des réponses efficaces

Évaluation ex ante d'impact intégrant la dimension de genre

Les évaluations ex ante d'impact selon le genre améliorent la formulation et la hiérarchisation des politiques en déterminant tant les effets voulus que non voulus sur l'égalité des sexes. Ces évaluations consistent à estimer les différents effets (positifs, négatifs ou neutres) d'une proposition sur l'égalité des sexes. Elles peuvent être menées sur des politiques qui visent spécifiquement à lutter contre les disparités entre les sexes, mais peuvent également mettre en évidence des biais involontaires dans des programmes ou des politiques non spécifiques au genre, par exemple lors de périodes d'assainissement budgétaire. Comme décrit à la section II, un dispositif de subvention salariale pourrait ne pas prendre en compte les travailleurs de l'économie informelle —qui sont souvent majoritairement des femmes— ou bien une politique fiscale pourrait décourager les femmes de chercher un emploi.³⁶ Grâce à l'analyse intégrant la dimension de genre, le programme Entreprise en **Géorgie**, qui vise à renforcer le développement des entreprises, a éliminé les conditions préalables d'éligibilité et a été étendu à certains secteurs dans lesquels les femmes dirigent souvent des entreprises ou qui font appel à une main-d'œuvre féminine intensive. Le **Rwanda** a élargi et facilité l'accès aux programmes de travaux publics et de transfert d'argent liquide, ainsi qu'au régime d'assurance maladie communautaire axé sur les zones rurales, suite à une analyse d'impact ayant montré que les ménages dirigés par des femmes bénéficiaient davantage de ces programmes ³⁷

Une méthodologie à l'échelle du gouvernement peut soutenir l'utilisation systématique d'évaluations ex ante d'incidence sur l'égalité des sexes. Elles peuvent déterminer les principales disparités entre les sexes à analyser, les canaux de transmission des politiques et les paramètres permettant de quantifier leurs effets. Au **Canada**, dans le cadre de l'analyse comparative entre les sexes (GBA+ - Gender Based Analysis+), toutes les nouvelles propositions budgétaires sont soumises à une

<https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/covid19-special-notes/en-special-series-on-covid-19-budgeting-in-a-crisis-guidance-on-preparing-the-2021-budget.ashx>

³⁶ Par exemple, le PNUD, ONU-Femmes et le Pardee Centre for International Futures ont construit un scénario contrefactuel dans ce sens à l'échelle de l'économie mondiale. Ce scénario prévoit qu'en l'absence de la pandémie, le taux de pauvreté des femmes aurait diminué de 2,7 % entre 2019 et 2021, alors qu'on s'attend maintenant à une augmentation de 9,1 % au cours de la même période en raison de la COVID-19. Des projections similaires peuvent être réalisées au niveau national.

³⁷ Le régime d'assurance maladie communautaire subventionne les primes de santé et participe aux cotisations des plus pauvres, promeut des conseils en matière de planification familiale et d'accouchement, et fournit des soins pré et post-nataux. Dans les zones rurales, ce programme bénéficie principalement aux ménages dirigés par des femmes, qui ont tendance à être plus petits et plus pauvres que les ménages dirigés par des hommes.

évaluation ex ante selon une méthodologie à l'échelle du gouvernement.³⁸ En **Espagne**, l'Institut des femmes et de l'égalité des chances (IWEQ) a compilé et publié une évaluation ex ante des mesures d'urgence en réponse à la COVID-19 sur la base d'une méthodologie également à l'échelle du gouvernement. Au **Kosovo**, ONU-Femmes aide le ministère des Finances à réaliser une évaluation ex ante de certaines mesures sélectionnées du programme de relance économique. Aux **Philippines**, les initiatives en faveur des femmes en réponse à la pandémie de COVID-19 ont été publiées et comprennent une évaluation ex ante. Selon l'enquête du FMI sur la budgétisation sensible au genre, les évaluations ex ante ne sont pas encore largement utilisées et seuls 20 % des pays interrogés les entreprennent systématiquement ou pour presque toutes les nouvelles propositions de politiques.

D. Vérifier les mesures liées au genre et évaluer leur répercussion sur les femmes

Audits de la performance des politiques intégrant la dimension de genre

Les audits de performance peuvent inclure une évaluation de l'efficacité des mesures gouvernementales pour les femmes.³⁹ Dans un contexte où les gouvernements mettent en œuvre des mesures d'urgence à grande échelle en réponse à la crise, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) doivent contribuer à assurer une reddition de comptes adéquate. En intégrant une dimension de genre dans le travail d'audit, elles peuvent aider les gouvernements à évaluer a posteriori si les mesures nationales ont réussi à répondre aux besoins des femmes, des filles et des groupes marginalisés. L'**ISC du Pérou** recueille certaines informations liées à la performance sur le nombre et la localisation géographique des groupes et des familles vulnérables qui bénéficient de mesures d'urgence comme des colis alimentaires ou un soutien économique. Ces informations spécifiques peuvent être utiles pour une première évaluation des conséquences de la COVID et des bénéficiaires des mesures politiques d'urgence. Les **ISC de Serbie et d'Ouganda** ont déjà annoncé un audit sur l'augmentation de la violence des partenaires intimes à l'égard des femmes (liée à l'ODD 5.2) pendant la crise de la COVID-19.⁴⁰ Les institutions comme l'Initiative de développement de l'INTOSAI (**INTOSAI's Development Initiative** et **ONU-Femmes**) et les services indépendants d'évaluation et d'audit d'ONU-Femmes ont publié des documents d'orientation sur les audits liés au genre pour les dépenses engendrées par la COVID-19. Les données de l'ONU sur l'indicateur 5.c.1 des ODD ont révélé que des audits indépendants sur le genre sont utilisés dans 19 % des pays déclarants (13 pays sur 69). Cette utilisation limitée s'explique par les contraintes de capacité, les écarts entre la planification stratégique et la budgétisation et le peu de données ventilées par sexe disponibles sur l'accès aux services et leur utilisation.⁴¹ Les ISC qui ont réalisé des audits sur la prise en compte du genre sont le **Mexique, le Canada** et **l'Autriche**.

Conclusions sur la budgétisation sensible au genre

La budgétisation sensible au genre est une approche stratégique pour rendre opérationnelles et suivre les politiques intégrant l'égalité femmes-hommes en riposte à la COVID-19. Elle fournit un cadre avec des outils spécifiques qui s'appliquent aux différentes étapes du cycle de la gestion des finances

³⁸ Un résumé détaillé de l'analyse comparative entre les sexes (GBA+) a été publié sur le site web de Finances Canada (ainsi que le coût budgétaire estimé de chaque mesure).

³⁹ Bien que l'audit soit typiquement une fonction a posteriori, certaines ISC ont trouvé des moyens innovants pour effectuer des contrôles pendant la situation d'urgence de la COVID-19. L'ISC du Pérou est l'un des principaux pionniers des contrôles dits simultanés. Un autre exemple, pendant l'épidémie d'Ebola, sont les audits en temps réel du Service d'audit de la Sierra Leone.

⁴⁰ Les contrôles de performance à part entière sont généralement réalisés a posteriori, afin d'évaluer les avantages qu'une mesure politique particulière a apportés à certains types de populations. Bien qu'il soit possible d'effectuer un audit pendant qu'une mesure est en cours, les audits nécessitent souvent un stade de mise en œuvre avancé, pour que les effets de la mesure soient perceptibles et prêts à être évalués.

⁴¹ Définis comme « Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ».

publiques - la planification, la budgétisation, l'exécution et l'évaluation de la performance budgétaire - dans une perspective d'égalité des sexes. Les données disponibles à partir des travaux réalisés par les pays fournissent des points d'entrée pour appliquer des outils spécifiques de budgétisation sensible au genre dans le contexte actuel et dans le cadre d'une reprise à plus long terme. Les mesures prises dans le contexte de la COVID-19 sont souvent adoptées et approuvées rapidement, ce qui rend l'utilisation d'outils de paramétrage et de contrôle des performances publiques encore plus importante.

RÉFÉRENCES

- Aguiar, M., and E. Hurst. 2007. "Measuring Leisure: The Allocation of Time over Five Decades." *Quarterly Journal of Economics* 122 (3).
- Alesina, A., A. Ichino, and L. Karabarbounis, 2011. "Gender-Based Taxation and the Division of Family Chores." *American Economic Journal: Economic Policy* 3 (2).
- Alon, T., M. Doepke, J. Omstead-Rumsey, and M. Tertilt. 2020. "The Impact of COVID-19 on Gender Equality." NBER Working Paper 2694, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bastani, S. 2013. "Gender-Based and Couple-Based Taxation." *International Tax and Public Finance*, 20 (4): 653–86.
- Bekmez, S., and A. Ozpolat. 2016. "Hysteresis Effect on Unemployment for Men and Women: A Panel Unit Root Test for OECD Countries." *International Journal of Financial Research* 7(2).
- Blau, Francine D., and Lawrence M. Kahn. 2007. "Changes in the Labor Supply Behavior of Married Women: 1980–2000." *Journal of Labor Economics* 25 (3): 393–438.
- Boniol, M., Mclsaac, M., Xu, L., Wuliji, T., Diallo, K., and others. 2019. Working Paper: *Gender Equity in the Health Workforce: Analysis of 104 Countries*. Geneva: World Health Organization.
- De Henau and others. 2019. "Investing in Free Universal Childcare in South Africa, Turkey and Uruguay: A Comparative Analysis of Costs, Short-Term Employment Effects and Fiscal Revenue." UN Women Discussion Paper No. 28, New York.
- De Henau, J., and Himmelweit, S. 2021. "A Care-Led Recovery from Covid-19: Investing in High-Quality Care to Stimulate and Rebalance the Economy." *Feminist Economics* 27(1–2): 453–69.
- Grown, C., and Valodia, I. (eds). 2010. *Taxation and Gender Equity: A Comparative Analysis of Direct And Indirect Taxes In Developing And Developed Countries*. Abingdon-on-Thames, UK: Routledge.
- International Monetary Fund (IMF). 2017. *Gender Budgeting in G7 countries*
- International Monetary Fund (IMF). 2020. *Budgeting in a Crisis: Guidance for Preparing the 2021 Budget*. Special Series on COVID-19, Washington DC.
- Joyce, R., and X. Xu. 2020. "Sector Shutdowns during the Coronavirus Crisis: Which Workers are Most Exposed?" IFS Briefing Note, BN 278, Institute for Fiscal Studies, London.
- Papanikolaou, D., and L. Schmidt. 2020. "Working Remotely and the Supply-side Impact of Covid-19." NBER Working Paper 27330, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Pierri, N., and Y. Timmer. 2020. "Tech in Fin before FinTech: Blessing or Curse for Financial Stability?" Working Paper No. 20/14, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Stotsky, J. 1996. "Gender Bias in Tax Systems." IMF Working Paper WP/96/99, International Monetary Fund Washington, DC.
- United Nations Development Programme (UNDP). 2019. *Beyond Income, Beyond Averages, Beyond Today: Inequalities in Human Development in the 21st Century*. Human Development Report. New York.

United Nations Development Programme (UNDP). 2020a. "[Temporary Basic Income: Protecting Poor and Vulnerable People in Developing Countries.](#)" Transitions Series Working Papers, New York.

United Nations Development Programme (UNDP). 2020b. [Gender Gaps in the Care Economy during the COVID-19 Pandemic in Turkey.](#) Research Brief, New York.

United Nations Development Programme (UNDP). 2021. [Protecting Women's Livelihoods In Times of Pandemic: Temporary Basic Income and the Road to Gender Equality.](#) New York.

United Nations Development Programme (UNDP) and UN Women. 2021. [Covid-19 Global Gender Response Tracker, Version 2.](#) Global Factsheet, New York.

UN Women. 2020a. [Gender Equality: Women's Rights in Review 25 Years after Beijing.](#) New York.

UN Women. 2020b. [From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of Covid-19.](#) New York.

UN Women, UNDP, and Pardee Center. 2020. [Estimates and Forecasts of Extreme Poverty by Sex and Age Using the International Futures Model.](#) Technical Note, New York.

UN Women. 2021. [COVID-19 and Fiscal Policy: Applying Gender Responsive Budgeting in Support and Recovery Measures.](#) New York.